

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

1er décembre 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat  
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Honduras, Bali, Haïti : soutien à trois projets de solidarité internationale .....	4
Genève-Confédération .....	6
Suppression d'emplois chez Novartis : Genève interpelle le Conseil fédéral.....	6
Libre circulation des personnes : oui au renforcement des mesures d'accompagnement.....	6
Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels : soutien à la mise en œuvre de la Convention de Lanzarote .....	7
Oui à l'allongement des délais de prescription en matière de responsabilité civile.....	7
Genève .....	8
Mobilité : une direction générale optimisée.....	8
Création d'une direction des missions opérationnelles au sein de l'office de l'urbanisme .....	9
Logement : invalidation requise de deux initiatives populaires.....	9
Indemnité accordée à l'Ifage .....	10
Aide financière attribuée à l'association F-Information .....	10
Aide financière à l'Association genevoise des femmes diplômées des universités .....	11
Soutien à la lutte contre l'homophobie .....	11
Soutien financier à deux bénéficiaires du Fonds Vivre ensemble .....	11
Votation populaire du 11 mars 2012 .....	12
Nouveau conseiller municipal dans la commune de Bellevue.....	12
Agenda des invitations à la presse .....	13

# Genève internationale

---

## **Honduras, Bali, Haïti : soutien à trois projets de solidarité internationale**

Le Conseil d'Etat a décidé de soutenir trois projets qui seront financés par le fonds de solidarité internationale.

### **Prévention des catastrophes naturelles et réduction des risques au Honduras**

Dans le cadre du soutien prioritaire apporté cette année aux projets environnementaux, le gouvernement a décidé de contribuer au financement d'un projet de la Croix-Rouge Suisse destiné à mettre en place des mesures de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles dans trois municipalités du département d'Olancho, dans le nord-est du Honduras.

Un montant total de 600'000 francs sur trois ans (2011 à 2013) est octroyé pour renforcer le système de réponse en cas de catastrophe et établir une gestion territoriale permettant la réduction des risques et la protection des ressources naturelles, au niveau des municipalités.

Le projet favorisera également l'accès des communautés aux services de santé et l'acquisition par la population de connaissances en matière sanitaire. Des bonnes pratiques agro-économiques, permettant d'améliorer la situation nutritive et de stabiliser les ressources naturelles, pourront être développées. Enfin, les institutions sanitaires et éducatives ainsi que la Croix-Rouge hondurienne seront appuyées en matière de gestion des risques.

### **Transformation et recyclage en biodiesel de l'huile de cuisine usagée à Bali**

Le gouvernement a également décidé de soutenir une autre initiative dans le cadre du développement durable. Un montant total de 160'000 francs est ainsi octroyé à Caritas Suisse en 2011 pour contribuer à établir une entreprise sociale de recyclage qui collectera et transformera en biodiesel l'huile de cuisine usagée dans les hôtels et restaurants sur l'île indonésienne de Bali. Cette entreprise fournira des emplois et des formations à des personnes marginalisées.

Le projet contribuera à améliorer l'environnement en diminuant l'emploi de carburants fossiles et en réduisant l'émission des gaz à effet de serre consécutive à l'élimination inappropriée de l'huile usagée.

### **Accueil transitoire et accompagnement des enfants sinistrés sans soutien familial à Haïti**

Enfin, le canton de Genève s'engage en faveur des enfants défavorisés à Haïti en soutenant l'action de l'association Terre des Hommes Suisse. Un financement total de 293'500 francs pour la période 2011-2012 est accordé pour cette intervention, qui consiste à assurer un accueil transitoire et à mettre en place des mesures d'accompagnement adaptées pour les enfants sinistrés, sans support familial.

Cette demande de soutien est directement liée aux conséquences du séisme du 12 janvier 2010. Elle fait également suite à un premier projet de Terre des Hommes financé par l'Etat de Genève dans le cadre de l'aide d'urgence. L'action proposée touchera plus de 1500 personnes dont très directement 240 enfants sinistrés hébergés au centre d'accueil de la ville de Ganthier, dans le département de l'Ouest, ainsi que cinquante enfants issus des camps de sinistrés de la zone élargie.

*Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.*

## **Suppression d'emplois chez Novartis : Genève interpelle le Conseil fédéral**

Suite à l'annonce par Novartis de la suppression de 2000 emplois dans le monde, dont 320 sur le site de production romand à Nyon et la fermeture à terme de ce dernier, le Conseil d'Etat a fait part de sa vive préoccupation sur ce genre de pratique au conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann.

Répondant à la [résolution 681](#) adoptée le 18 novembre dernier par le Grand Conseil, le gouvernement soutient les démarches entreprises par le Conseil d'Etat vaudois et le gouvernement de Bâle-Ville et demande au Conseil fédéral d'intervenir fermement auprès de la direction de Novartis afin de tout mettre en œuvre pour maintenir ces emplois en Suisse.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 58.*

---

## **Libre circulation des personnes : oui au renforcement des mesures d'accompagnement**

Le Conseil d'Etat soutient avec vigueur les renforcements proposés par le Conseil fédéral des mesures d'accompagnement à l'[accord bilatéral sur la libre circulation des personnes](#). Le canton de Genève a répondu en ce sens à la procédure de consultation conduite par le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann, chargé du Département fédéral de l'économie.

Le [projet de loi soumis à consultation](#) prévoit notamment la possibilité pour les autorités de contrôle de sanctionner les employeurs qui ne respecteraient pas les conditions minimales prévues par les contrats-types de travail (CTT) édictées par l'Etat dans des secteurs particulièrement menacés par la sous-enchère salariale et ne disposant pas de convention collective de travail. Cette modification comblera une lacune dénoncée à plusieurs reprises par le canton de Genève, qui a été le premier canton suisse à édicter des CTT avec salaires minimaux impératifs (économie domestique et esthétique).

De même, Genève approuve sans réserve l'extension des dispositions relatives aux sanctions en cas d'extension facilitée d'une convention collective de travail (CCT). Les lacunes actuelles de la loi en la matière expliquent peut-être le fait que cette mesure d'accompagnement n'ait jamais, jusqu'ici, été appliquée en Suisse. Cette extension donnera aux commissions paritaires tous les moyens nécessaires pour faire appliquer les CCT.

Enfin, le Conseil d'Etat approuve également les nouvelles mesures de lutte contre les faux indépendants. Bien que les travailleurs détachés ne représentent qu'une très faible proportion du volume de travail total, les observations de l'organe de contrôle et des commissions paritaires confirment un risque élevé de dumping salarial et de distorsion de concurrence lié à l'indépendance fictive.

L'accord sur la libre circulation des personnes constitue un élément majeur de la prospérité et de l'emploi en Suisse. Les mesures d'accompagnement, en particulier les procédures d'extension des CCT ainsi que les contrôles et les sanctions par les organismes paritaires, doivent permettre d'assurer que cette prospérité profite au plus grand nombre sans autoriser de situation de concurrence déloyale de la part d'entreprises ne respectant pas les conditions minimales définies par ces conventions.

*Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.*

---

## **Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels : soutien à la mise en œuvre de la Convention de Lanzarote**

Répondant à une procédure de [consultation](#) du Département fédéral de justice et police, le Conseil d'Etat s'est réjoui de l'approbation et de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote).

Le Conseil d'Etat a tout particulièrement salué :

- l'instauration de dispositions pénales matérielles (réprimant notamment les abus d'ordre sexuels commis sur des enfants, la prostitution enfantine, la pornographie enfantine) ;
- la prise en compte de nouvelles technologies (comme la sollicitation d'enfants à des fins sexuelles sur Internet) ;
- le renforcement de la lutte contre le tourisme sexuel visant des enfants.

Il a également approuvé l'instauration d'une large palette de mesures de prévention, de protection et d'intervention, mesures aux exigences desquelles notre canton répond déjà largement.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 11.*

---

## **Oui à l'allongement des délais de prescription en matière de responsabilité civile**

Le Conseil d'Etat a accueilli favorablement un [avant-projet de modification du Code des obligations](#) mis en consultation par le Département fédéral de justice et police, visant, d'une part, à allonger les délais de prescription en matière de responsabilité civile en vue d'une plus longue protection des personnes subissant un dommage différé (amiante, etc.), et, d'autre part, à unifier et à simplifier les règles applicables à l'écoulement du temps.

Un système de « double délai » est retenu pour l'ensemble des créances de droit privé :

- un délai relatif de trois ans, dont le point de départ dépend de la connaissance du dommage et de la personne du débiteur ;
- un délai absolu de dix ans, dont le point de départ dépend de l'exigibilité ou du fait dommageable. Ce délai est porté à trente ans s'il s'agit de dommages corporels.

Le délai extraordinaire des créances découlant d'actes punissables soumis aux lois pénales est supprimé. En outre, les délais peuvent être allongés ou raccourcis conventionnellement. Enfin, le régime de la renonciation à la prescription est clarifié.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 09.*

## **Mobilité : une direction générale optimisée**

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement sur l'organisation de l'administration cantonale, qui entérine une nouvelle organisation de la direction générale de la mobilité (DGM). Issue des conclusions de l'audit de fonctionnement de la DGM présentées le 21 septembre dernier (voir [communiqué](#)), cette nouvelle organisation doit permettre à la DGM de mieux répondre aux réalités de terrain, aux attentes des communes et des autres partenaires institutionnels ainsi qu'à celle des citoyens, en privilégiant une structure par secteurs géographiques et une orientation « clients ».

Trois directions régionales (Lac-Rhône, Rhône-Arve et Arve-Lac) assurent la planification locale, la gestion de la circulation (prise de décision, régulation et gestion des chantiers) et préavisent les projets. Les trois directrices ou directeurs sont les interlocuteurs principaux des partenaires institutionnels (communes, organisations internationales, autres) et des citoyens.

Ces trois directions régionales sont complétées par quatre entités transversales de planification ou de support :

- La direction de la planification générale gère la planification directrice et la gestion des grands projets aux niveaux cantonal et transfrontalier. Elle élabore le concept de mobilité, les plans directeurs sectoriels (hors transports publics) ainsi que les autres plans et politiques thématiques de portée cantonale.
- La direction des transports collectifs coordonne toutes les activités en lien avec ce secteur en plein développement. Elle élabore à ce titre le [plan directeur des transports publics](#), participe aux études des projets d'infrastructures ferroviaires et au développement de l'offre ferroviaire. Elle représente le canton dans les instances transfrontalières, intercantionales et fédérales pour ce qui est des dossiers de transports publics.
- Le service de la signalisation et des marquages est responsable de la réalisation et de la maintenance de la signalisation lumineuse, non lumineuse et des plans de marquage. Il gère, développe et entretient le réseau des canalisations ainsi que la base de données liée à ces infrastructures.
- La direction des services généraux, enfin, fournit aux autres entités les prestations d'appui nécessaires à leurs activités quotidiennes : accueil du public, finances, ressources humaines, gestion documentaire, contrôle interne, logistique, systèmes d'information et services juridiques.

Cette nouvelle organisation sera opérationnelle en juin 2012.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.*



---

## Création d'une direction des missions opérationnelles au sein de l'office de l'urbanisme

Le Conseil d'Etat a procédé à une modification du règlement sur l'organisation de l'administration cantonale créant, au sein de l'office de l'urbanisme du département des constructions et des technologies de l'information (DCTI), une direction des missions opérationnelles (DMO).

La DMO sera chargée de la conduite opérationnelle de deux projets-phare d'urbanisation placés sous l'égide du DCTI : le projet Praille Acacias Vernets (PAV) et la réalisation des espaces publics autour des gares CEVA. Ces deux programmes requièrent en effet des compétences spécifiques sur la conduite d'opérations urbaines complexes. Cette réorganisation est réalisée sans création de poste supplémentaire par rapport à ce qui est prévu dans le cadre du budget 2012.

La création de la direction des missions opérationnelles s'inscrit dans le prolongement de la création de l'office de l'urbanisme au 1<sup>er</sup> janvier 2011, issu de la réunion de l'office des autorisations de construire et de la direction de l'aménagement du territoire.

Par ailleurs, dans un souci de simplification, le Conseil d'Etat a également décidé de modifier le nom de la direction de la planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets du même office en « direction des grands projets ».

*Pour toute information complémentaire : M. Robert Monin, secrétaire général, en contactant M. Laurent Forestier, responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.*

---

## Logement : invalidation requise de deux initiatives populaires

Le Conseil d'Etat a adopté deux rapports à l'attention du Grand Conseil sur la recevabilité et la prise en considération des initiatives populaires [147 « Stop au retour des congés-ventes. Halte à la spéculation! \(Renforcement de la LDTR\) »](#) et [148 « Bureaux et logements de luxe, ÇA SUFFIT ! Construisons des logements locatifs et bon marché »](#) (voir également [communiqué du 7 septembre 2011](#)).

Le Conseil d'Etat constate que les deux initiatives populaires ne respectent pas l'unité de la matière, car elles contiennent chacune plus de vingt propositions. Certaines dispositions ne respectent pas le principe de clarté. Enfin, quelques règles de l'IN 147 et de nombreuses modifications découlant de l'IN 148 sont manifestement contraires au droit supérieur, en particulier aux règles de planification en matière d'aménagement du territoire et à la garantie de la propriété.

Vu la multiplicité des sujets traités, vu qu'il n'est pas possible d'en déceler l'élément central et que les initiants ne disposent pas d'un droit à la scission, le Conseil d'Etat recommande au Grand Conseil d'invalider l'IN 147 et l'IN 148 dans leur intégralité.

Par ailleurs, sur le fond, l'IN 147 ne saurait être soutenue. En effet, elle limite les possibilités de transformation et de surélévations d'immeubles et supprime les acquis de la nouvelle [loi sur l'énergie](#). En revenant sur de nombreuses dispositions de la [loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation \(mesures de soutien en faveur des locataires et de l'emploi\) \(LDTR\)](#) dans plusieurs domaines (restrictions de démolitions, changements d'affectation, transformations, surélévations, contrôle des loyers, aliénation d'appartements), elle fragilise la paix du logement.

L'IN 148 ne saurait non plus être soutenue. Son acceptation ralentirait de manière drastique, voire figerait purement et simplement la construction de nouveaux logements dans notre canton, au moment où il s'agit d'un enjeu majeur pour l'ensemble de la population. Elle aurait un effet néfaste sur la qualité des logements construits, sur leur environnement ainsi que sur le marché de l'emploi, et remettrait en cause l'[accord sur le logement du 1<sup>er</sup> décembre 2006](#).

*Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.*

---

### Indemnité accordée à l'Ifage

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de loi accordant une indemnité à la [Fondation pour la formation des adultes \(Ifage\)](#). Ce projet de loi porte sur le contrat de prestations conclu entre l'Etat de Genève et l'Ifage pour les années 2012 à 2015, renouvelant ainsi le contrat 2010-2011 qui avait été ratifié par la [loi 10608](#).



L'indemnité annuelle de 2,319 millions de francs, qui reste stable par rapport à la précédente période, va permettre à l'Ifage de continuer à dispenser des cours de formation continue dans les domaines des langues, de l'informatique et de la bureautique, du commerce et du management, de l'industrie et du bâtiment ainsi que des arts appliqués, dont certains préparent aux examens pour brevets et diplômes.

L'Ifage, acteur majeur dans le domaine de la formation des adultes à Genève, entretient des relations étroites avec l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue et sait répondre rapidement aux demandes d'ouverture de classes exprimées par les autorités cantonales ou les associations professionnelles, répondant ainsi à de nouveaux besoins dus à des formations spécifiques et à des augmentations d'effectifs.

*Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquoz, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25.*

---

### Aide financière attribuée à l'association F-Information



Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi accordant à l'association [F-Information](#) le renouvellement d'une aide financière d'un montant annuel de 515'000 francs pour les années 2012 à 2015. Cette aide financière doit permettre à l'association F-Information de contribuer à réaliser dans les faits l'égalité dans la formation, au travail et dans la famille.

Sur la région genevoise, F-Information est la seule association à offrir, prioritairement aux femmes, un lieu d'information, de conseil et de soutien social, psychologique, professionnel et juridique, grâce à son équipe pluridisciplinaire. Unique par ses prestations variées, F-information assure également la gestion d'une bibliothèque spécialisée sur tous les thèmes en lien avec les femmes, les familles et l'égalité.

*Pour toute information complémentaire : Mme Muriel Golay, directrice du service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme (SPPE), DSPE, ☎ 022 388 74 50.*

---

## Aide financière à l'Association genevoise des femmes diplômées des universités

Le Conseil d'Etat a octroyé à l'[Association genevoise des femmes diplômées des universités \(AGFDU\)](#) une aide financière d'un montant de 30'000 francs pour l'année 2012.



Cette aide financière doit permettre à l'AGFDU, en collaboration avec la direction générale du cycle d'orientation et le service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme (SPPE), d'organiser et de mettre en œuvre le programme de sensibilisation « Les Olympes de la Parole », destiné aux jeunes filles et garçons scolarisé-e-s à Genève en 11<sup>e</sup> année, au sujet de la place des hommes et des femmes dans la société.

*Pour toute information complémentaire : Mme Muriel Golay, directrice du service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme (SPPE), DSPE, ☎ 022 388 74 50.*

---

## Soutien à la lutte contre l'homophobie



Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière d'un montant de 35'000 francs à la [Fédération genevoise des associations LGBT](#).

Cette aide constitue une contribution à l'organisation de la journée « Avancées et perspectives », qui a eu lieu le 5 octobre 2011 et avait pour but de réaliser un suivi des premières Assises contre l'homophobie en effectuant un bilan des avancées et des points de résistance dans le domaine de la non-discrimination liée à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre (voir [FAO du 4 novembre 2011](#)). L'objectif est notamment d'informer et de sensibiliser à cette thématique les enseignant-e-s, les élèves et les responsables ayant un rôle éducatif ou social, ainsi que le public genevois.

*Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP, ☎ 022 546 69 55.*

---

## Soutien financier à deux bénéficiaires du Fonds Vivre ensemble

Le Conseil d'Etat a attribué un montant total de 28'600 pour les années 2011 et 2012 à deux associations bénéficiaires du [Fonds Vivre ensemble](#).

Le [Théâtre St-Gervais, Fondation pour les Arts de la scène et de l'image](#) se verra ainsi pourvu d'un montant de 17'100, qui lui permettra d'intervenir auprès des classes de 3<sup>ème</sup> année des collèges Rousseau et Voltaire afin de préparer une lecture-spectacle basée sur des textes de Jean-Jacques Rousseau et de Voltaire. La réalisation du spectacle sera ensuite effectuée dans le cadre d'une résidence d'acteurs à St Gervais, suivie par les élèves et les enseignant-e-s.

La [Fondation images et société](#) se voit quant à elle attribuer une somme de 11'500 dans le but de lui permettre d'organiser des ateliers reliant le décodage des clichés médiatisés, les retouches de portraits d'élèves et des questions de santé/bien-être pour les élèves du cycle d'orientation des établissements du Vuillonnex et de Drize, ainsi que pour des classes de l'enseignement postobligatoire.

Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP,  
☎ 022 546 69 55.

---

## Votation populaire du 11 mars 2012

Le Conseil d'Etat a arrêté les objets cantonaux suivants, soumis au vote populaire le 11 mars 2012 :

- [loi modifiant la loi sur l'instruction publique \(\*Horaire scolaire\*\) \(10744\), du 26 mai 2011](#) ;
- [loi modifiant la loi sur les manifestations sur le domaine public \(\*Manifestations à potentiel violent\*\) \(LMDPu\) \(10615\), du 9 juin 2011.](#)

A la même date, le Conseil fédéral soumettra au vote populaire les objets suivants :

- [initiative populaire du 18 décembre 2007 « Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires »](#) ;
- [initiative populaire du 29 septembre 2008 « Pour un traitement fiscal privilégié de l'épargne-logement destinée à l'acquisition d'une habitation à usage personnel ou au financement de travaux visant à économiser l'énergie ou à préserver l'environnement \(Initiative sur l'épargne-logement\) »](#) ;
- [initiative populaire du 26 juin 2009 « 6 semaines de vacances pour tous »](#) ;
- [arrêté fédéral du 29 septembre 2011 concernant la réglementation des jeux d'argent en faveur de l'utilité publique \(contre-projet à l'initiative « Pour des jeux d'argent au service du bien commun »\)](#) ;
- [loi fédérale du 18 mars 2011 sur la réglementation du prix du livre \(LPL\).](#)

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées, en mains propres, au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 23 janvier 2012 avant midi.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

---

## Nouveau conseiller municipal dans la commune de Bellevue



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Marco Rodrigues Pais** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal dans la commune de Bellevue.

M. Rodrigues Pais remplace M. Pascal Gagliardi, démissionnaire du Conseil municipal, sur la liste « Entente libérale ».



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
2 décembre 10h30	Visite de Mme Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale	Nouvel Hôtel de police 5, chemin de la Gravière	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
8 décembre 11h30	Enquête aux frontières	Centre de convention d'Archamps Domaine de Chosal Salle Parmand  Archamps Technopole 74160 Archamps	DIM	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16
10 décembre 10h30	Inauguration du Tramway Cornavin-Onex-Bernex (TCOB)	Ponts de l'Ile Arrêt Bel-Air	DCTI  DIM	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72  Yann Gerdil Margueron ☎ 022 546 78 49
20 décembre 14h00	Projet TOSA	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16

**Attention :** dès le 14 décembre 2011, les points de presse du Conseil d'Etat auront lieu le **mercredi à 14h15**.